

**No. 36560**

---

**France  
and  
Republic of Moldova**

**Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Moldova on the reciprocal promotion and protection of investments. Paris, 8 September 1997**

**Entry into force:** *3 November 1999, in accordance with article 11*

**Authentic texts:** *French and Moldovan*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 3 April 2000*

---

**France  
et  
République de Moldova**

**Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldova sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Paris, 8 septembre 1997**

**Entrée en vigueur :** *3 novembre 1999, conformément à l'article 11*

**Textes authentiques :** *français et moldave*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 3 avril 2000*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE SUR  
L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES  
INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Moldavie, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Moldavie et moldaves en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1. Définitions*

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et tous droits analogues ,

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ,

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique,

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle,

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme de "nationaux" désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3. Le terme de "sociétés" désigne toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement telles que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

5. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles

#### *Article 2. Encouragement et admission des investissements*

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les nationaux et sociétés de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

#### *Article 3. Traitement juste et équitable*

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des nationaux et sociétés de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu à un traitement juste et équitable ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des nationaux d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

*Article 4. Traitement national et traitement de la Nation la plus favorisée*

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux nationaux ou sociétés de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses nationaux ou sociétés, ou le traitement accordé aux nationaux ou sociétés de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux nationaux ou sociétés d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

*Article 5. Dépossession et indemnisation*

1. Les investissements effectués par des nationaux ou sociétés de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les nationaux et sociétés de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les nationaux ou sociétés de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres nationaux ou sociétés ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

*Article 6. Libre transfert*

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des nationaux ou sociétés de l'autre Partie contractante, accorde à ces nationaux ou sociétés le libre transfert:

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ,
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ,
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ,
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ,
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

*Article 7. Règlement des différends entre un investisseur  
et une Partie contractante*

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un national ou une société de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I ) créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965.

*Article 8. Garantie et subrogation*

1. Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des nationaux ou sociétés de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2. Les investissements des nationaux et sociétés de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

3. Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses nationaux ou à l'une de ses sociétés, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de ce national ou de cette société.

4. Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### *Article 9. Engagement spécifique*

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des nationaux et sociétés de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

#### *Article 10. Règlement des différends entre Parties contractantes*

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, au moyen de consultations directes entre les Parties contractantes.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte

tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

*Article 11. Entrée en vigueur et durée*

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

En cas de dénonciation du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

Fait à Paris le 8 septembre 1997 en deux originaux, chacun en langue française et en langue moldave, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

PIERRE MOSCOVICI

Pour le Gouvernement de la République de Moldavie :

NICOLAS TABACARU

[ MOLDOVAN TEXT — TEXTE MOLDOVE ]

ACORD  
ÎNTRE  
GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE  
ȘI  
GUVERNUL REPUBLICII MOLDOVA  
PRIVIND ÎNCURAJAREA ȘI PROTEJAREA RECIPROCĂ  
A INVESTIȚIILOR



Guvernul Republicii Franceze și Guvernul Republicii Moldova,  
denumite în continuare "Părți contractante",

Dorind să consolideze cooperarea economică dintre cele două  
State și să creeze condiții favorabile pentru investițiile franceze în  
Moldova și pentru cele moldovenești în Franța,

Recunoscând că încurajarea și protejarea acestor investiții sînt  
convenabile pentru stimularea transferurilor de capital și de tehnologie  
între cele două țări, în interesul dezvoltării lor economice,

Au convenit asupra următoarelor dispoziții:

#### ARTICOLUL I Definiții

Întru aplicarea prezentului Acord:

1. Termenul "investiții" desemnează toată averea, așa ca bunurile,  
drepturile și toate felurile de interese și în particular, dar nu exclusiv:

a) bunurile mobile și imobile, precum și toate celelalte drepturi  
reale așa ca ipotecile, privilegiile, uzufructurile, garanțiile și toate  
drepturile analogice;

b) acțiunile, primele de emisie și celelalte forme de participare,  
chiar minoritare sau indirecte, în societățile constituite în teritoriul uneia  
dintre Părțile contractante;

c) obligațiunile, creanțele și drepturile la toate prestațiile, care au  
valoare economică;

d) drepturile de proprietate intelectuală, comercială și industrială,  
așa ca drepturile de autor, brevetele de invenție, licențele, mărcile  
depusă, modelele și machetele industriale, procedeele tehnice, know-  
how-ul, numele depuse și goodwill-ul;

e) concesiunile acordate prin lege sau în virtutea unui contract,  
îndeosebi concesiunile legate de cercetarea, cultivarea, extragerea sau  
exploatarea resurselor naturale, inclusiv cele care se află în spațiul  
maritim al Părților contractante.

Se subînțelege că averea numită trebuie să fie sau a fost investită în conformitate cu legislația acelei Părți contractante, pe teritoriul sau în spațiul maritim al căreia a fost efectuată investiția, înainte sau după intrarea în vigoare a prezentului Acord.

Orice modificare a formei investiției de avere nu afectează calificarea ei ca investiție, cu condiția că această modificare nu este contrară legislației Părții contractante pe teritoriul sau în spațiul maritim al căreia este realizată investiția.

2. Termenul "cetățeni" desemnează persoanele fizice, care posedă cetățenia uneia dintre Părțile contractante.

3. Termenul "societăți" desemnează toate persoanele juridice, constituite în teritoriul uneia dintre Părțile contractante, în conformitate cu legislația acesteia și posedă sediu social al său sau controlate direct sau indirect de către cetățenii uneia dintre Părțile contractante sau de către persoanele juridice, ce posedă sediul lor social în teritoriul uneia dintre Părțile contractante și sunt constituite conform legislației acesteia.

4. Termenul "venituri" desemnează toate valorile produse de către o investiție, așa ca beneficiile, obligațiile sau interesele, pe parcursul unei perioade date.

Veniturile din investiție și, în caz de reinvestire, veniturile de la reinvestirea acestora, se bucură de aceeași protecție ca și investițiile.

5. Prezentul Acord se aplică pe teritoriul fiecărei Părți contractante, precum și pentru spațiul maritim al fiecărei Părți contractante, în continuare definit ca zonă economică și platou continental, care se întinde dincolo de limita apelor teritoriale ale fiecărei Părți contractante și asupra cărora acestea își exercită drepturile suverane și jurisdicția, în conformitate cu Dreptul internațional în scopuri de cercetare, exploatare și ocrotire a resurselor naturale.

## ARTICOLUL 2

### Încurajarea și admiterea investițiilor

Fiecare dintre Părțile contractante admite și încurajează, în cadrul legislației și prevederilor prezentului Acord, investițiile efectuate de cetățenii și societățile celeilalte Părți contractante pe teritoriul și spațiul său maritim.

### ARTICOLUL 3

#### Tratamentul just si echitabil

Fiecare Parte contractantă se angajează să asigure pe teritoriul si in spatiul său maritim, conform principiilor Dreptului international, un tratament just si echitabil investițiilor cetățenilor si societăților celeilalte Părți contractante și de a face astfel ca exercitarea dreptului astfel recunoscut pentru un tratament just si echitabil să nu fie împiedicată nici *de jure* nici *de facto*. In particular, dar nu exclusiv sunt considerate ca obstacole *de jure* sau *de facto* pentru un tratament just si echitabil, toate restricțiile la cumpărarea și transportarea materiilor prime și auxiliare, energiei si combustibilului, precum si mijloacele de productie si de exploatare de toate felurile, toate obstacolele in vinzarea si transportarea produselor in interiorul țării și in străinătate, precum si alte măsuri cu efect analogic.

Părțile contractante vor examina cu bunăvoință, in cadrul legislației naționale, cererile de intrare si autorizare pentru aflare, muncă si deplasare, prezentate de cetățenii unei Părți contractante, in virtutea dreptului unei investiții realizate pe teritoriul sau in spațiul maritim al celeilalte Părți contractante.

### ARTICOLUL 4

#### Tratamentul național si tratamentul de națiune cea mai favorizată

Fiecare Parte contractantă aplică, pe teritoriul său și in spatiul său maritim, pentru cetățenii sau societățile celeilalte Părți, in ceea ce priveste investițiile lor și activitățile legate de aceste investiții, un tratament nu mai puțin favorabil decit cel acordat cetățenilor si societăților lor sau un tratament acordat cetățenilor sau societăților națiunii celei mai favorizate, dacă acesta este mai avantajos. In acest context, cetățenii autorizați de a lucra pe teritoriul si in spatiul maritim al uneia dintre Părțile contractante trebuie să poată beneficia de facilitățile materiale apropiate pentru exercitarea activității lor profesionale.

Acest tratament nu se răsfringe asupra privilegiilor, pe care o Parte contractantă le acordă cetățenilor și societăților unui tert Stat, in virtutea participării sau asocierii sale la o zonă de comerț liber, uniune vamală, piață comună sau la toate celelalte forme de organizare economică regională.

Prevederile acestui Articol nu se aplică față de chestiunile fiscale.

## ARTICOLUL 5

### Deposedarea și indemnizarea

1. Investițiile efectuate de către cetățenii sau societățile unei sau altei Părți contractante beneficiază, pe teritoriul și în spațiul maritim al celeilalte Părți contractante, de protecție și securitate deplină și totală.

2. Părțile contractante nu vor întreprinde măsuri de expropriere sau naționalizare sau orice alte măsuri cu efect de deposedare, în mod direct sau indirect, investițiilor ce aparțin cetățenilor și societăților celeilalte Părți contractante, pe teritoriul și în spațiul său maritim, dacă acestea nu sunt introduse într-un scop de interes public și cu condiția să nu fie discriminatorii sau contrare unui angajament particular.

Toate măsurile de deposedare, care vor putea fi întreprinse, trebuie să fie garantate cu plata unei indemnizații prompte și adecvate a cărei sumă totală, egală cu valoarea reală a investițiilor în cauză, să fie evaluată în raport cu situația economică normală și anterioară oricărei primejdii de deposedare.

Această indemnizație, suma sa totală și modalitățile sale de plată vor fi fixate ulterior datei deposedării. Această indemnizație va fi efectiv realizabilă, plătită fără întârzieri și liber transferabilă. Ea include dobînda calculată la cursul de piață apropiat pînă la data plății.

3. Cetățenii sau societățile uneia dintre Părțile contractante, a căror investiții vor avea de suferit pierderi din cauza unui război sau oricărui alt conflict armat, revoluții, stări de urgență națională sau revolte survenite pe teritoriul sau în spațiul maritim al celeilalte Părți contractante, vor beneficia din partea ultimei de un tratament nu mai puțin favorabil decît cel acordat propriilor săi cetățeni sau societăți, sau decît cel acordat națiunii celei mai favorizate.

## ARTICOLUL 6

### Transferul liber

Fiecare Parte contractantă, pe teritoriul sau în spațiul maritim al căreia a fost efectuată investiția de cetățenii sau societățile celeilalte Părți contractante, acordă acestor cetățeni sau societăți transferul liber al:

- a) dobînzilor, dividendelor, beneficiilor și altor venituri curente;
- b) îndatoririlor derivate din drepturile imateriale specificate în paragraful 1, punctele d) și e) ale Articolului 1;
- c) plăților efectuate pentru rambursarea împrumuturilor regulare contractate;
- d) venitului din cesiune sau din lichidarea totală, sau parțială a investiției, inclusiv plus-valoarea capitalului investit;
- e) indemnizărilor pentru deposedare sau pierdere, prevăzute în Articolul 5 și paragrafele 2 și 3 menționate mai sus.

Cetățenii fiecărei Părți contractante, care au fost autorizați să lucreze pe teritoriul sau în spațiul maritim a celeilalte Părți contractante, în virtutea unei investiții convenite, sunt în aceeași măsură autorizați de a transfera în țara lor de origine o parte apropiată din remunerarea lor.

Transferurile menționate în paragrafele precedente vor fi efectuate fără întârzieri, la rata de schimb normală oficial aplicată la data transferului.

#### ARTICOLUL 7

##### Reglementarea diferendelor dintre un investitor și o Parte contractantă

Orice diferend dintre o Parte contractantă și un cetățean sau o societate a celeilalte Părți contractante, referitor la investiții, va fi soluționat amical între cele două părți implicate.

Dacă un astfel de diferend nu poate fi soluționat în termen de șase luni din momentul cînd el a fost inițiat de una din părți la diferend, acesta este supus la cererea uneia dintre părți pentru arbitraj Centrului Internațional pentru Reglementarea Diferendelor Relative la Investiții (C.I.R.D.I.), creat prin Convenția pentru reglementarea diferendelor relative la investiții dintre State și cetățenii altor State, semnată la Washington, la 18 martie 1965.

ARTICOLUL 8  
Garanția și subrogarea

1. În măsura, în care reglementările uneia dintre Părțile contractante prevede o garanție pentru investițiile efectuate în străinătate, aceasta poate fi acordată, în cadrul unei examinări a fiecărui caz în parte, investițiilor efectuate de cetățenii sau societățile acestei Părți contractante pe teritoriul sau în zona maritimă a celeilalte Părți contractante.

2. Investițiile cetățenilor și societăților uneia dintre Părțile contractante pe teritoriul sau în spațiu maritim a celeilalte Părți contractante nu vor putea obține o garanție vizată în alineatul menționat mai sus, fără obținerea, în prealabil, a acordului ultimei Părți contractante.

3. Dacă o Parte contractantă, în virtutea unei garanții acordate unei investiții realizate pe teritoriul sau în spațiu maritim a celeilalte Părți contractante, efectuează plăți unuia dintre cetățenii săi sau uneia dintre societățile sale, ea va fi, prin aceasta, subrogată în drepturile și acțiunile acestui cetățean sau ale acestei societăți.

4. Plățile susmenționate nu afectează drepturile beneficiarului de garanție de a recurge la C.I.R.D.I. sau de a continua acțiunile inițiate în acesta până la realizarea procedurii.

ARTICOLUL 9  
Angajamente specifice

Investițiile, care sunt obiectul unui angajament particular al uneia dintre Părțile contractante, în ceea ce privește cetățenii și societățile celeilalte Părți contractante, sunt guvernate, fără a aduce prejudiciu prevederilor prezentului Acord, de termenii acestor angajamente în măsura, în care acestea conțin prevederi mai favorabile decât cele prevăzute în prezentul Acord.

## ARTICOLUL 10

### Reglementarea diferendelor dintre Părțile contractante

1. Diferențele privind interpretarea și/sau aplicarea prezentului Acord trebuie să fie reglementate, dacă este posibil, prin consultări directe între Părțile contractante.

2. Dacă pe parcursul a șase luni din momentul provocării de către una din Părțile contractante, diferendul nu va fi reglementat, acesta va fi supus la cererea uneia dintre Părțile contractante unei curți de arbitraj.

3. Curtea de arbitraj menționată mai sus va fi constituită pentru fiecare caz aparte în modul următor: fiecare Parte contractantă desemnează cîte un membru, și acești doi membri numesc de comun acord un cetățean al unui stat terț, care este numit președinte al Curții de către ambele Părți contractante. Toți membrii trebuie să fie numiți în termen de două luni începînd cu data, în care una din Părțile contractante a notificat celeilalte Părți contractante, despre intenția sa de a supune diferendul arbitrării.

4. Dacă în termenii specificați în paragraful 3 acestea nu au fost respectate, una din Părțile contractante, în lipsa altei înțelegeri, va invita Secretarul General al Organizației Națiunilor Unite să efectueze desemnările necesare. Dacă Secretarul General este cetățean al uneia din Părțile contractante sau dacă, din alte considerente, este împiedicat în exercitarea acestei funcțiuni, adjunctul secretarului General, următorul în ierarhie și nefiind cetățean al uneia din Părțile contractante, va efectua desemnările necesare.

5. Curtea de Arbitraj adoptă deciziile prin majoritatea de voturi. Aceste decizii sunt definitive și obligatorii pentru Părțile contractante.

Curtea își stabilește de sinestătător deciziile. La cererea uneia sau celeilalte Părți contractante, aceasta comentează sentința. Dacă curtea nu hotărăște altfel, ținînd cont de circumstanțe particulare, cheltuielile pentru procedurile de arbitraj, inclusiv vacanțele arbitrilor, sunt repartizate între Părțile contractante în mod egal.

## ARTICOLUL 11

### Intrarea in vigoare si durata

Fiecare Parte contractanta va notifica celeilalte Parti contractante despre indeplinirea procedurilor interne necesare pentru intrarea in vigoare a prezentului Acord, care va avea efect intr-o luna de la data primirii ultimei notificari.

Acordul este incheiat pentru o perioada initiala de zece ani. Acesta va ramine in vigoare dupa termenul in cauza pina cind una din partile contractante nu-l va denunta pe cale diplomatica cu o instiintare prealabila de un an.

Dupa expirarea actiunii prezentului Acord, investitiile efectuate anterior expirarii acestuia vor continua sa beneficieze de protectia acestor dispozitii in decursul unei perioade suplimentare de douazeci de ani.

Intocmit la \_\_\_\_\_, la \_\_\_\_\_, in doua versiuni originale, fiecare in limbile moldoveneasca si franceza, ambele texte fiind egal autentice.

PENTRU GUVERNUL  
REPUBLICII MOLDOVA



PENTRU GUVERNUL  
REPUBLICII FRANCEZE

Pierre Morceau

—



[TRANSLATION -- TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
MOLDOVA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION  
OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Moldova, hereinafter referred to as "the Contracting Parties",

Desiring to strengthen economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in the Republic of Moldova and for Moldovan investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1. Definitions*

For the purpose of this Agreement:

1. The term "investment" shall mean all assets such as property, rights and interests of any nature and more specifically, but not exclusively:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, liens, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, even if minority or indirect, in companies constituted in the territory of either Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual, commercial and industrial property rights (such as copyrights, patents of invention, licences, registered trade marks, industrial mock-ups and models), technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions to prospect for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties.

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

No change in the form in which assets are invested shall affect their status as an investment, provided that the change is in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term "nationals" shall mean natural persons having the nationality of either Contracting Party.

3. The term "companies" shall mean bodies corporate established in the territory of either Contracting Party in accordance with that Party's legislation and having their registered office there, or controlled, directly or indirectly, by nationals of a Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of a Contracting Party and established in accordance with that Party's legislation.

4. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties, or interest, during a given period.

Income from investment and from any reinvestment of that income shall enjoy the same protection as the investment itself.

5. This Agreement shall apply to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, which is herein defined as the economic zone and the continental shelf which extend beyond the limit of the territorial waters of each of the Contracting Parties and over which they have, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purpose of prospecting for, exploiting and conserving natural resources.

#### *Article 2. Permission for and promotion of investments*

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by nationals and companies of the other Party.

#### *Article 3. Fair and equitable treatment*

Each Contracting Party undertakes to accord, in its territory and maritime zone, fair and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of nationals and companies of the other Party and to ensure that the exercise of the right to fair and equitable treatment so granted is not impeded either de jure or de facto. De jure or de facto impediments to fair and equitable treatment include, but are not limited to, any restriction on the purchase or transport of raw materials, ancillary materials, energy or fuels, as well as means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transport of products within the country or abroad, and all other measures having a similar effect.

Each Contracting Party, within the framework of its domestic legislation, shall give favourable consideration to applications for entry and for residence, work and travel authorizations submitted, in connection with an investment made in its territory or maritime zone, by nationals of the other Contracting Party.

#### *Article 4. National or most-favoured-nation treatment*

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to nationals and companies of the other Party, in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment that is no less favourable than that accorded to its own nationals and companies or the treatment accorded to nationals and companies of the most

favoured nation, whichever is more advantageous. For this purpose, nationals of either Contracting Party who are authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges extended by a Contracting Party to nationals or companies of a third State by virtue of its participation in or association with a free trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

*Article 5. Dispossession and compensation*

1. Investments made by nationals or companies of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. Neither Contracting Party shall take any expropriation or nationalization measures or any other measures having the effect of directly or indirectly dispossessing nationals or companies of the other Party of their investments in its territory or maritime zone, except for reasons of public interest and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments concerned, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and manner of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated at the appropriate market rate.

3. Nationals or companies of one Contracting Party who have suffered losses on their investments as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment no less favourable than that accorded to its own nationals or companies or to those of the most favoured nation.

*Article 6. Free transfer*

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by nationals or companies of the other Contracting Party shall accord to those nationals or companies freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, paragraph 1 (d) and (e);
- (c) Payments made in reimbursement of duly contracted loans;

(d) Proceeds of the complete or partial liquidation or transfer of the investment, including appreciation of the invested capital;

(e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3 above.

Nationals of either Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate portion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be made without delay at the normal rate of exchange officially applicable on the date of transfer.

*Article 7. Settlement of disputes between an investor and a Contracting Party*

Any dispute relating to investments between a Contracting Party and a national or company of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

Any such dispute which has not been settled within six months after it arises shall, at the request of either party to the dispute, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.

*Article 8. Guarantee and subrogation*

1. Insofar as the regulations of a Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by nationals or companies of that Party in the territory or maritime zone of the other Contracting Party.

2. Investments made by nationals and companies of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party may be granted the guarantee provided for in the preceding paragraph only with the prior consent of the latter Party.

3. If one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment made in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own nationals or companies, it shall thereby be subrogated to the rights and actions of that national or company.

4. Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to prosecute actions begun by that means until the proceedings are completed.

*Article 9. Specific undertaking*

Investments which have been the subject of a special undertaking by one Contracting Party vis-à-vis nationals or companies of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

*Article 10. Settlement of disputes between  
the Contracting Parties*

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled by means of direct consultations between the Contracting Parties.

2. Any dispute which has not been settled within six months after it arises shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by mutual consent, designate a national of a third State who shall be appointed Chairman of the tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, either Contracting Party may, unless otherwise agreed, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General who is not a national of either Contracting Party shall make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding as of right on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking special circumstances into consideration, the cost of the arbitral proceedings, including the arbitrators' fees, shall be divided equally between the Contracting Parties.

*Article 11. Entry into force and period of validity*

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

This Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given by one of the Parties through the diplomatic channel.

Upon the expiry of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

Done at Paris on 8 September 1997, in two originals, each in French and Moldovan, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

PIERRE MOSCOVICI

For the Government of the Republic of Moldova:

NICOLAS TABACARU